

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20230317-2697-DE-1-1
Date de télétransmission : 21/03/2023
Date de réception préfecture : 21/03/2023

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 17 MARS 2023

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur BAUDE.
Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET.

Rapport relatif aux critères applicables à la part variable et mise en conformité du calcul de la part forfaitaire de la rémunération du Directeur général

Avenant au contrat du Directeur général

Rapporteur : PRESIDENT

VU l'ordonnance n° 2007-137 du 1^{er} février 2007 relative aux Offices publics de l'habitat ;

VU le décret n° 2008-566 du 18 juin 2008 relatif à l'administration des Offices publics de l'habitat ;

VU l'article R. 421-16 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif aux compétences du Conseil d'administration ;

VU les articles L. 421-12 à L. 421-12-2 du CCH relatifs au Directeur général ;

VU les articles R. 421-19 à R. 421-20-7 du CCH relatifs au Directeur général ;

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU les autres textes applicables aux agents contractuels territoriaux de droit public ;

VU le contrat de travail de Monsieur Bruno FONTALIRAND signé le 20 décembre 2019 et modifié par avenant du 30 mars 2021 après autorisations du Conseil d'administration, et notamment, d'une part son article 3.1. prévoyant une part forfaitaire de rémunération calculée conformément au plafond prévu à l'article R 421-20 du Code de la construction et de l'habitation évoluant au 1^{er} janvier de chaque année aux mêmes conditions que la revalorisation des rémunérations des dirigeants des entreprises publiques, d'autre part son article 3.2. prévoyant l'attribution d'une part variable de rémunération ne pouvant excéder 15 % de la part forfaitaire en fonction des critères suivants « chiffres d'affaires », « frais de gestion », « qualité de la prise en charge des demandes des locataires », « niveau des impayés locatifs » et la possibilité pour le Conseil d'administration de modifier par avenant le nombre et la nature de ces critères ;

CONSIDERANT l'arrêté du 21 novembre 2022 portant rémunération DGOPH pris pour l'application de l'article R421-20 du CCH ;

CONSIDERANT qu'il est par ailleurs nécessaire d'adapter les critères de la part variable à l'évolution de la stratégie définie par Conseil d'administration ;

CONSIDERANT que le chiffre d'affaires et le respect du programme de réhabilitation demandé par le Conseil d'administration sont deux éléments clefs de la performance stratégique de l'Office.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

ARTICLE I :

- ✓ décident la mise en conformité de la part forfaitaire de la rémunération de M. Bruno FONTALIRAND avec l'arrêté du 21 novembre 2022

Décision adoptée à l'unanimité

- ✓ décident que la part variable de la rémunération de Monsieur FONTALIRAND sera attribuée en fonction des 2 critères suivants :

- chiffre d'affaires,
- mise en œuvre du plan de réhabilitation

Décision adoptée à la majorité des membres présents ou représentés

Se sont abstenus : Mesdames Françoise DUHEN, Cécile DEFLANDRE, Cathy BRAS, Danielle GAILLARD et Monsieur Jean- Jacques CAGIN

ARTICLE II :

- ✓ autorisent le Président à signer l'avenant portant ces modifications au contrat de Monsieur FONTALIRAND.

Décision adoptée à l'unanimité

ARTICLE III :

- ✓ décident que copie de la présente délibération sera notifiée à Monsieur FONTALIRAND.

Décision adoptée à l'unanimité